

L'ARMÉE RUSSE REGAGNE DU TERRAIN A L'EST DE RIGA

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.497. — 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Dimanche
16
SEPTEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B° des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

CARTE DU FRONT RUSSE DE RIGA A PETROGRAD



LES LIGNES ALLEMANDES ONT ÉTÉ RELEVÉES A LA DATE D'HIER 15 SEPTEMBRE (Reproduction interdite.)

La bataille se poursuit sur le front russe dans tout le secteur de Riga. Malgré les derniers succès remportés par les éléments avancés de nos alliés, qui ont refoulé les avant-gardes ennemies, on peut se demander si les Allemands ne procèdent pas actuellement

à un regroupement de leurs forces pour marcher sur Petrograd. La carte que voici montre, non seulement l'avance allemande, indiquée par des hachures verticales, mais encore la région où les colonnes de Kornilof se sont déployées vers la capitale de la Russie.

KORNILOF N'A PAS ENCORE FAIT SA SOUMISSION

Ordre a été donné de l'arrêter, mais Kerensky n'aura peut-être pas à aller jusqu'aux mesures de rigueur extrêmes.



KERENSKY (X) AU MILIEU DES TROUPES FIDÈLES
A sa gauche se trouve le général Lavdowsky

La tentative du général Kornilof ayant définitivement avorté, il ne reste plus qu'à procéder à la liquidation. L'opinion dominante, à Petrograd, est que le gouvernement de M. Kerensky agira dans le sens des intérêts supérieurs de la Russie, qui demandent l'ordre, l'autorité et l'union entre tous les citoyens.

C'est pourquoi on a le sentiment que, tout en faisant sentir à Kornilof le poids de son erreur, Kerensky n'ira peut-être pas jusqu'aux mesures de rigueur extrêmes. En réalité, le nouveau dictateur civil, qui n'a pas admis un instant une aventure prétorienne, n'est pas en désaccord si profond avec celui qui a cherché à établir une dictature militaire pour restaurer la discipline de l'armée. C'est ce qui pourra faire prévaloir des circonstances atténuantes en faveur de Kornilof.

L'œuvre essentielle à accomplir, en effet, est toujours la même : il s'agit de rendre à l'armée russe son esprit de guerre, d'organiser la résistance et de repousser l'invasion. Tel a toujours été le programme de Kerensky. Il pourra l'accomplir avec une autorité accrue après le succès qu'il a remporté sur Kornilof.

La première tâche à exécuter sera de reconstituer le gouvernement provisoire et d'en faire, plus que jamais, un gouvernement de défense nationale. C'est le travail auquel il se livre en ce moment, non sans être aux prises avec des difficultés trop naturelles dans les circonstances présentes et dont tous les Alliés souhaitent une prompt solution. — J.B.

PETROGRAD, 15 septembre. — L'impression générale est que la situation s'améliore de façon sensible. Il semble qu'on soit en droit d'espérer la réalisation d'une entente entre le gouvernement de Petrograd, représenté par M. Kerensky, et le général Kornilof, unis dans le même désir de sauver la Russie et de l'anarchie et de l'étranger.

Kornilof, en effet, aurait été avant tout

L'ARMÉE RUSSE REGAGNE DU TERRAIN DANS LE SECTEUR DE RIGA

Les troupes de la douzième armée russe ont continué leurs attaques en Livonie. Au nord de la route de Pskov, deux compagnies, prenant l'offensive près du village de Paousske, ont été repoussées. L'ennemi se retranche, en cette région, autour du village de Meloupe et le long de la rivière du même nom.

Des opérations plus importantes ont eu lieu sur la route de Pskov et plus au sud. Sur la route, dépassant d'environ deux kilomètres la métairie de Zegevoïd où s'était arrêté le mouvement de retraite, les Russes ont emporté d'assaut, malgré une résistance acharnée, le village de Kronenberg, défendu par des éléments de l'une des deux divisions de la garde envoyées en renfort à l'armée von Hutier au début de l'offensive sur Riga.

Au sud de la route, le long du chemin qui mène également à Pskov, en suivant le cours du grand Eguel, puis de l'Aa, le village de Pelne a été occupé et les avant-gardes russes ont atteint, au delà de Moritzberg, les abords de la métairie de Lemburg. Enfin, sur le petit Eguel, les villages de Alt-Keipen et de Sissekané ont été enlevés par surprise.

Depuis le 1^{er} septembre, nos alliés ont ainsi reconquis, au sud de la route de Pskov, une bande de terrain dont la largeur moyenne est de dix kilomètres, sur quarante de longueur, et sont arrivés à dégager complètement, de ce côté, leurs positions du plateau de Wenden.

L'une des causes de la défaite de Riga est la trahison des soldats allemands qui, au printemps dernier, s'étaient glissés dans les lignes russes, sous prétexte de fraterniser avec leurs adversaires et d'aviser avec eux aux moyens de terminer la guerre.

inspiré par le désir de réorganiser l'armée russe et d'y rétablir la discipline. Mais ses troupes ont montré le même esprit d'insubordination que les effectifs restés fidèles au gouvernement, et le général, abandonnant son premier projet, aurait résolu de s'entendre avec Kerensky pour rétablir l'ordre dans les rangs.

Une action rapide est en tout cas nécessaire, et il paraît possible que grâce à cet accord on puisse obtenir sans violence ni effusion de sang — moyens auxquels répugne Kerensky, dont tout l'entourage prêche la modération — les résultats voulus. (Radio.)

La mission d'Alexeïef

PETROGRAD, 14 septembre. — Suivant des informations reçues au ministère de la Guerre, le chef d'état-major Alexeïef, accompagné de son adjoint civil, M. Viroubof, doit arriver au quartier général aujourd'hui à 19 heures. Le train dans lequel ils se trouvent est passé à Vitebsk, à l'aube, le 14, et a quitté Orcha à 13 heures.

Des détachements mixtes de troupes révolutionnaires composés d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie sont concentrés à Orcha, à Smolensk et à Vitebsk, ils sont commandés par le colonel Korotkof. Les membres du comité militaire du front Ouest ont reçu l'ordre de M. Kerensky de marcher sur Mohilef pour renforcer les éléments de la garnison restés fidèles au gouvernement provisoire et pour exécuter l'ordre d'arrestation des généraux Kornilof et Lukomsky ainsi que des autres conjurés qui ont pris part au complot.

Le colonel Korotkof a reçu des instructions pour procéder à ces arrestations et agir d'accord avec la commission d'enquête présidée par le procureur de la marine Chablovsky qui s'est rendu également au quartier général.

Le général Kornilof n'a pas encore fait sa soumission.

Le remaniement ministériel

PETROGRAD, 14 septembre. — Alors que la combinaison ministérielle était sur le point d'aboutir hier soir, des complications ont surgi à la dernière heure par le refus des socialistes révolutionnaires d'entrer dans le cabinet si les cadets y participent.

Reçus avec trop peu de défiance par les Russes candides, les Allemands ont observé avec soin les tranchées, les abris, les emplacements de batteries, et à leur retour ont fait leur rapport aux officiers qui, sans doute, ont récompensé leur zèle. C'est ainsi que les 460 batteries allemandes massées depuis lors dans le secteur de Riga ont pu écraser de leur tir des objectifs repérés d'avance.

Les Russes ont payé cher leur confiance aveugle. Sachons du moins rendre hommage au courage désespéré avec lequel ils ont su racheter leur faute à l'heure du danger, se faisant tuer sur place plutôt que de céder le terrain, et à l'indomptable énergie qu'ils montrent aujourd'hui, reprenant sans se lasser l'offensive contre un ennemi qui déjà les croyait abattus pour toujours.

A l'ouest d'Ona, une attaque des Autrichiens a été repoussée. Depuis le début de l'offensive de Riga, on ne signale plus en cette région que des actions de détail. L'ennemi a eu besoin, en effet, de toutes les forces dont il disposait sur le front oriental pour enfoncer les lignes russes autour de Riga. Encore voit-on que même à ce prix il n'a pu soutenir, après ses premiers succès, le mouvement commencé.

C'est également une attaque locale qu'il a tentée sur notre front, à l'est du bois Le Chaume, sans obtenir aucun résultat, notre contre-attaque lui ayant repris quelques éléments de tranchées où il avait pénétré tout d'abord.

Jean VILLARS.

SITUATIONS Brochure envoyée franco
PIGIER, 53, rue de Rivoli, Paris

LE NOUVEAU PRÉSENT DES DEUX EMPEREURS AU PEUPLE POLONAIS

Il n'a vraiment rien qui ressemble à la liberté promise

La nouvelle organisation que l'Allemagne et l'Autriche veulent appliquer à la Pologne ne servira qu'à souligner l'échec de leur politique et n'a pas plus de chances que la première d'être bien accueillie par les Polonais. Le précédent conseil d'Etat installé sous l'égide des empires du Centre a fait un lamentable fiasco. Il s'est vu abandonné de tout le monde, remié par les partis nationaux, et l'arrestation de Pilsuki lui aura porté le dernier coup.

Désormais, l'expérience est faite. La Pologne n'a pas confiance dans ce qui lui vient d'Allemagne, et elle sait que sa cause est unie à celle des Alliés. La constitution remaniée que les conquérants germaniques lui apportent ne changera pas ses sentiments.

Un conseil de régence

Les lettres-patentes dont il est fait mention dans le communiqué des gouvernements généraux de Varsovie et de Lublin à la commission de gestion du conseil d'Etat polonais contiennent entre autres les articles suivants, relatifs à l'exercice du pouvoir dans le royaume de Pologne :

Le Conseil de régence exercera le pouvoir supérieur dans le royaume de Pologne sous réserve des droits des puissances d'occupation jusqu'au moment où ce pouvoir sera transféré à un roi ou à un régent.

Le Conseil de régence est composé de trois membres nommés par les souverains des puissances d'occupation.

Dans toutes les affaires dont l'administration n'a pas encore été remise au gouvernement polonais des dispositions ne pourront être prises par le Conseil d'Etat qu'avec l'autorisation des puissances d'occupation. Dans ces affaires, le gouverneur général pourra, jusqu'à nouvel avis, promulguer des ordonnances ayant force de loi, mais seulement après avoir entendu le Conseil d'Etat.

Les lois et ordonnances du gouvernement polonais fixant les droits et obligations de la population devront être soumises, avant d'être promulguées, au gouverneur général des puissances d'occupation dans le territoire duquel elles auront force de loi. Elles n'entreront en vigueur que si, dans le délai de 14 jours, aucune objection n'a été soulevée contre elles.

Le Conseil d'Etat sera constitué par une loi spéciale, émanant du Conseil de régence, avec approbation des puissances d'occupation.

Le gouvernement polonais ne pourra être représenté à l'étranger ni conclure d'accords internationaux tant que le pays sera occupé.

Ces lettres-patentes portent la signature de von Szepicki pour l'Autriche et de von



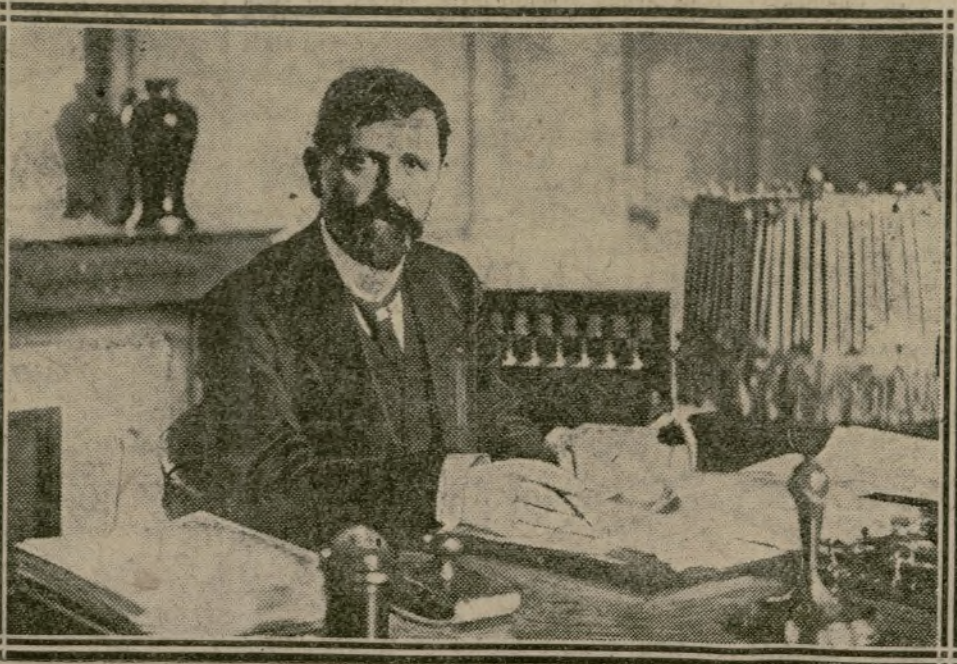
GÉNÉRAL VON BESELER
gouverneur de la Pologne pour l'Allemagne.

Beseler pour l'Allemagne. Les quelques extraits que nous en donnons suffisent à montrer de quel genre de liberté la Pologne jouira.

Un emprunt russe au Japon

LONDRES, 14 septembre. — On mande de Tokio : l'ambassadeur de Russie au Japon a signé l'accord relatif au nouvel emprunt russe de 105 millions de roubles qui sera lancé par la banque d'Etat japonaise.

Le secrétaire général de la présidence du Conseil



M. EMILE BOREL

Ainsi que nous l'avons annoncé, un secrétaire général a été institué à la présidence du Conseil pour centraliser les renseignements et documents divers qui sont demandés par le président à ses collègues des autres ministères. C'est à M. Emile Borel, sous-directeur de l'Ecole normale supérieure, qu'ont été confiées ces importantes fonctions.

L'INCIDENT LUXBOURG A OUVERT LES YEUX DU PEUPLE SUÉDOIS

Celui-ci s'aperçoit que c'est sa politique nationale qui est en jeu.

STOCKHOLM, 14 septembre. — L'unique répercussion de l'affaire des télégrammes chiffrés sur la vie politique suédoise a été jusqu'ici la mise en congé d'un haut fonctionnaire. Il paraît vraisemblable cependant que le déplacement de M. Exerlot sera incessamment suivi du rappel du ministre de Suède à Buenos-Aires.

Ces sanctions, qui signifient que le ministre Lindman jette du lest pour dégager sa propre responsabilité, apparaissent insuffisantes à l'opinion publique suédoise.

On se rend compte dans les milieux libéraux et socialistes, et même chez certains



AMIRAL LINDMAN

conservateurs, que les actes qui viennent d'être dévoilés tiennent à une politique bien plus qu'à deux personnalités. C'est pourquoi les commentaires des journaux se généralisent dans cette idée que la question n'est pas résolue par ces deux exécutions.

Le dossier de M. Lansing n'est pas épuisé

LONDRES, 15 septembre. — D'après un télégramme de Washington à l'agence Reuter, M. Lansing posséderait un dossier très complet sur les intrigues tramées par l'Allemagne en pays neutres.

La publication des documents relatifs aux relations germano-suédoises pourrait être complétée ultérieurement par les révélations d'autres faits tout aussi sensationnels.

La contrebande de guerre à destination de la Suède

LONDRES, 15 septembre. — Les autorités douanières américaines ont mis l'embargo dans le port de New-York sur 300 caisses de clous à destination de la Suède.

L'une de ces caisses ayant été brisée au moment de l'embarquement, un employé des douanes fit une découverte qui provoqua la saisie de la cargaison.

Chacun des clous, en effet, était recouvert d'une coiffe de plomb représentant à peu près la quantité de métal nécessaire pour la confection d'une balle de fusil.

L'Uruguay saisit les navires allemands

MONTEVIDEO, 15 septembre. — Les bateaux allemands réfugiés à Montevideo viennent d'être occupés par les autorités maritimes du port, au nom du gouvernement de la République de l'Uruguay. L'occupation a été effectuée par un détachement de la marine de guerre, commandé par le colonel Lyons, capitaine général du port de Montevideo.

Un meeting pacifiste à Budapest

ZURICH, 15 septembre. — La Neue Zürcher Zeitung rapporte qu'un grand nombre d'hommes politiques hongrois ont résolu d'affirmer, dans une manifestation d'opinion, que le moment est venu d'amener la fin de la guerre, et que la note du pape doit avoir rendu possibles des négociations de paix.

Un grand meeting aura lieu le 23 septembre à Budapest ; il sera présidé par le député Huszar. Les plus hauts dignitaires de l'Eglise y assisteront ainsi que plusieurs députés. M. Erzberger se rendra à Budapest afin de prendre part à la manifestation ; il y parlera des possibilités de paix. (Radio.)

CE QUE DIT M. TURMEL AU RETOUR DU VOYAGE QU'IL DUT ECOURTER

Il n'est pas surpris outre mesure de ce qui lui est arrivé.

L'histoire se répète pour M. Turmel. La presse attendait impatiemment ses explications à son retour de Loudeac, mais notre curiosité n'était pas moins vive, hier matin, à son retour de Bellegarde.

Pourquoi, à la frontière, s'était-il heurté à une barrière infranchissable ? Dans quel état d'esprit revenait-il après ce rapide aller et retour et ce voyage brusquement interrompu ?

Le député de la circonscription de Guingamp descend sans hâte du compartiment de première classe où il occupait la place 28. Il est vêtu d'un pardessus modeste, poussiéreux, et il n'a pas d'autre bagage que son parapluie. Il revient les mains libres comme il était parti. Mais il est plus escorté qu'un grand personnage officiel. Il est suivi... et attendu.

Je me doutais que je vous reverrais, nous dit-il simplement.

Il ne semble pas contrit, ni même surpris de sa mésaventure, qui devrait être pourtant un épisode grave dans un drame où la carrière et la réputation d'un homme peuvent sombrer. Il avait jugé indispensable d'aller chercher en Suisse les preuves de son innocence. Il n'a pas pu continuer sa route. Il a repris le train et... le voilà.

Le reçu du passeport

On n'a pas voulu me laisser passer, on m'a donné comme raison que mon passeport était périmé. On me l'a confisqué et on m'a délivré ce reçu en échange :

« Le commissaire spécial de Bellegarde » certifie avoir retiré des mains de M. Turmel, député, un passeport diplomatique à son nom, délivré à Paris le 29 janvier 1916 (n° 118).

« Ce passeport porte entre autres inscriptions : Vu à l'entrée : gare de Bellegarde, 10 mai 1917. »

Ceci me suffit, ajoute-t-il. La date prouve que je ne suis pas passé en Suisse après le 10 mai de cette année. Je n'ai pas pu, par conséquent, livrer de renseignements relatifs au dernier comité secret.

Il prononce ces mots d'une voix égale, un peu sourde. M. Turmel est un homme que rien ne passionne — pas même son propre cas, si grave que soit l'accusation dont il est l'objet.

On a dit que ce passeport était périmé. On m'avait déjà fait cette objection en janvier et en mai. J'en avais parlé à mon dernier retour à M. Tissier, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, qui m'avait répondu : « Les passeports diplomatiques ne sont jamais périmés. »

De ce fait, vous ne rappelez rien concernant votre justification ?

Rien... On m'a enlevé le seul moyen que j'avais de le faire.

N'êtes-vous pas déçu, inquiet ?

La voix de M. Turmel sort lentement à travers ses lourdes moustaches :

Inquiet ? Pourquoi ? Je suis parti après avoir prévenu par lettre la questure. J'ai voyagé avec mon billet de circulation de député. A Bellegarde, après avoir laissé mon passeport entre les mains du commissaire, je suis allé jeter un coup d'œil sur les environs. On m'a demandé mes papiers à un poste de douane. Ma carte de député ne semblant pas suffire, on m'a fait accompagner au commissariat. Je me suis expliqué. Dans la soirée, je me suis aperçu qu'involontairement j'avais « semé » les agents qui s'attachent à mes pas avec obstination. Je suis revenu les chercher. Je n'ai pas l'air d'un homme qui se sauve ou se cache, n'est-ce pas ?

C'est un fait. Pourtant, on ne connaît pas encore la source de l'argent qui a été trouvé à la Chambre dans votre casier.

On sait à quel genre d'opérations avouables je le dois. J'ai remis une liste des affaires que j'ai traitées.

Avec des noms ?

Avec un blanc pour ajouter les noms des que les firmes en cause me donneront l'autorisation nécessaire.

Ne pouvez-vous les désigner vous-même ?

Je ne le puis sans leur consentement. Ceci est du secret professionnel.

M. Turmel règle son déjeuner, traverse le buffet, où des voyageurs nombreux le reconnaissent, d'après les photographies que nous avons publiées, et s'éloigne. Nous le regardons descendre les degrés de la gare de Lyon. Il n'a point le pas d'un homme pressé. M. Turmel demeure à Passy, à l'autre bout de Paris. Il semble vouloir prendre le métropolitain. Permettra-t-il que nous lui offrions un moyen de transport moins modeste ? Nous le rattrapons vite. Nous lui proposons de monter avec lui dans une automobile, et tout de suite il acquiesce.

Peut-être pensera-t-on qu'il est un jouet entre nos mains, mais se soucie-t-il de ce que l'on peut penser de lui ?

Avez-vous lu les journaux ?

Non, j'ai eu quelques coupures qui m'ont fait voir quel parti pris on a contre moi. On m'a accusé aussi d'avoir bu beaucoup de porto au Sénat. Je n'y ai pas mis les pieds ! On n'a hésité devant rien pour me discréditer. J'ai beaucoup d'ennemis.

Et vous avez des amis chez lesquels on a perquisitionné.

Je le savais avant de partir. On en a mis un en état d'arrestation pendant quelques heures. On a inventé de toutes pièces des histoires.

Pourquoi a-t-on pris mon argent ?

Mais enfin, ces vingt-cinq mille francs ?

J'en avais trente. J'en ai changé trois. Restent vingt-sept ! On ne m'en présente plus que vingt-cinq. Pourquoi a-t-on pris cet argent dans une enveloppe sur laquelle mon nom était inscrit ? Pourquoi ne m'a-t-on pas demandé tout de suite quelle était sa provenance ? Dans mon casier, j'avais aussi des lettres, quelques-unes ont disparu. Maintenant, pourquoi me traite-t-on avec ces ménagements ? Trois personnes étaient, dans mon compartiment, chargées de ma surveillance. L'une d'elles m'a offert son coin pour que je dorme plus commodément. On a tramé contre moi une machination odieuse et on hésite. On a tout fait en secret et on continue à agir de la façon la plus étrange. Cherchez bien et vous trouverez là-dessous une vengeance politique. On me reproche

d'avoir voulu mettre en accusation le gouvernement à la suite des révélations d'un complot secret. On m'accuse à mon tour. Me voici chez moi.

Nous quittons M. Turmel en lui donnant rendez-vous pour l'après-midi.

— Sortirez-vous ?

— Non, je ne puis plus sortir sans que tout le monde me dévisage.

— Voulez-vous que nous nous retrouvions au « café des Tournelles » ?

— Non, j'y suis trop connu.

Nous avions à peine quitté M. Turmel qu'un de nos confrères l'aborda et l'entraîna comme nous l'avions fait nous-même.

Sans prendre le temps de monter chez lui — où d'ailleurs personne ne l'attendait — sans songer à réparer le désordre d'une nuit de voyage — et quel voyage ! — M. Turmel se promène dans Passy avec son nouvel interlocuteur et, à midi 25, s'installe à la terrasse du café des Tournelles, la même où il nous avait déclaré ne pas vouloir aller.

Au surplus, il n'y séjourne pas. Bientôt, une robuste Delaunay-Belleville l'emporte à une belle allure. L'infatigable voyageur fera ce qu'on voudra, déjeunera ici, quittera cet établissement pour un autre, et reprendra les mêmes explications d'une voix égale, toujours sourde.

Toutefois il n'ira pas à la Chambre. Il a prévenu qu'il préférerait s'abstenir.

Longtemps après l'heure du rendez-vous que nous avons pris — alors que nous désespérons de le revoir — il téléphone à sa concierge et nous avise par son intermédiaire qu'il ne rentrera pas. Une fois de plus, M. Turmel est retenu.

Cependant, avenue Saint-Philibert, des gens font les cent pas, les concierges sont sur les portes, les curieux forment des groupes. Une élégante voisine du député prononce à haute voix : « Tout ce monde pour un seul homme ! » et elle juge que c'est beaucoup. M. Turmel, dans son quartier, a plus d'amis convaincus qu'il ne pouvait le supposer. — ROGER VALBELLE.

Comment M. Turmel ne put passer la frontière.

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

M. Turmel, député de la 2^e circonscription de Guingamp, vient d'accomplir un voyage rapide Paris-Bellegarde-Paris.

A Bellegarde, au contrôle-frontière, M. Turmel fut reçu, avec plus de cérémonial sans doute qu'il n'en eût désiré, par M. Pujos, commissaire spécial adjoint, remplaçant M. Arrighi, en congé. M. Turmel exhiba son passeport diplomatique, qui, croyait-il, devait lui ouvrir toutes grandes les portes de la frontière. Le passeport n'était pas, dit-on, en règle. M. Turmel proposa d'aller le faire mettre en état à Lyon.

M. le commissaire Pujos exprima, en termes particulièrement courtois, tous ses regrets à M. le député Turmel, mais il affirmait qu'il avait reçu, de Paris, des ordres tels que M. Turmel agissait plus sagement en n'essayant point de quitter le territoire. Avec non moins d'affabilité, il retint, par devers lui, le passeport du député de Guingamp et le réexpédia à Paris, au ministère de l'Intérieur, par les voies les plus directes.

Un compartiment de 1^{re} classe avait été réservé à M. Turmel, depuis Evian. Il y occupa la place 28. Ajoutons, pour être véridique, que des compagnons de trajet lui avaient été adjoints. Ils étaient au nombre de trois : un commissaire de Bellegarde, et deux inspecteurs, dont l'un de Dijon.

L'abandonnement et le désarroi de M. Turmel justifiaient, paraît-il, semblable précaution. Aussi bien, sinon dans son compartiment, du moins dans son wagon, le député de Guingamp se trouvait-il en brillante compagnie : la princesse de Bourbon et sa suite, la famille de Noailles, une milliardaire américaine et un diplomate étranger, muni, lui, d'un passeport bien en règle.

D'après les bruits que nous avons pu recueillir, à Bellegarde, sur les propos tenus par M. Turmel, il ne semble pas que celui-ci soit disposé à accepter sans protester la situation qui lui est faite. Il menacerait même de monter. Il aurait affirmé qu'il mettrait en cause une haute personnalité qu'il accuse d'avoir fait force pour placer à la Chambre, afin de s'emparer de certaines pièces intéressantes. — L. B.

L'hommage de New-York au maréchal Joffre

Hier matin, à onze heures et demie, à l'Ecole militaire, au cours d'une cérémonie tout intime, qui a eu pour cadre le grand salon doré servant de bureau à l'état-major du maréchal Joffre, M. William Sharp, ambassadeur des Etats-Unis, a remis au vainqueur de la Marne le trophée dont nous avons déjà donné la reproduction.

M. Sharp, dans une allocution prononcée en anglais, fit l'éloge du maréchal.

« Si l' fallait, dit-il, quelque chose de plus que les sentiments d'affection traditionnelle qu'il a pour la France, pour inspirer au peuple américain une idée de la grandeur de la cause pour laquelle celle-ci combat si noblement et le désir de se ranger à ses côtés, le voyage de votre éminente délégation aux rives d'outre-mer aurait suffi : il a été comme le serrement de mains qui commence définitivement une alliance indissoluble. »

« Il n'y a qu'une semaine, l'illustre président de la République américaine a proclamé à nouveau que les Etats-Unis combattent avec les Alliés non pour des fins égoïstes, mais pour la seule cause du droit, de la liberté et de l'humanité. »

« En vérité, n'est-ce pas à cette déclaration que l'aide américaine doit sa plus grande force ? Et de même la France n'a-t-elle pas puisé dans la justice de sa cause la force qui lui a donné la victoire dans ces journées historiques de septembre ? Parce qu'elle défendait non seulement le sol de la France, mais la cause de la liberté humaine, elle a ennobli le martyre de ceux qui sont tombés et dressé plus haut le monument de gloire impérissable que l'histoire vous a édifié, à vous, monsieur le maréchal, ainsi qu'aux héros immortels du champ de bataille de la Marne. »

Très vivement ému, le maréchal Joffre remercia l'ambassadeur des paroles aimables qu'il venait de prononcer, reportant l'hommage des Etats-Unis sur tous les vaillants fils de France qui sont tombés dans les champs de la Marne pour assurer le triomphe de la liberté du monde.

Et il ajouta :

« Plus que jamais la victoire me paraît certaine. Elle assurera une ère nouvelle de liberté, où nos deux pays achèveront leur tâche fraternelle. »

Il reçut ensuite des mains de l'ambassadeur la palme d'or, au verso de laquelle sont gravés les noms des plus importants citoyens de New-York.



DERNIERE HEURE



PAS DE RÉACTION A CRAINDRE DES EXTRÉMISTES DE GAUCHE

PETROGRAD, 14 septembre. — M. Kischkine, indiqué comme futur ministre de l'Intérieur, a déclaré aux journalistes qu'on avait lieu de croire que le conflit avait été provoqué par le malentendu qu'a créé le député Lvov, dont les facultés mentales paraissent déséquilibrées.

Parlant des craintes que l'on a actuellement de voir les maximalistes, qui ont été mobilisés et même armés pour défendre la cause de la Révolution, exprimer de nouveau leurs revendications et en exiger la réalisation en récompense de l'aide qu'ils ont prêtée aux organisations au cours des derniers événements, M. Kischkine a assuré que ces craintes étaient mal fondées. Les maximalistes se rendent compte, en effet, des difficultés du moment présent et se conduisent loyalement. Il n'y a donc pas à prévoir de changement dans leur attitude.

Parlant de ces éventualités, le *Den* écrit que les membres du gouvernement ne se dissimulent pas que le nouveau cabinet aura à subir les assauts des partis de gauche, mais ils sont persuadés que de même que le précédent ministère soutint victorieusement les attaques de droite le nouveau saura résister aux poussées de gauche.

La proclamation de Kornilov

PETROGRAD, 15 septembre. — Voici le texte de la proclamation du général Kornilov, lancée après qu'il eut refusé de donner sa démission :

Je déclare devant la nation tout entière que mon devoir de soldat, le sacrifice de ma liberté de citoyen et mon amour dévoué du pays m'ont conduit, en ce moment si plein de menaces pour la nation, à désobéir au gouvernement provisoire et à garder le commandement de l'armée et de la marine nationales.

Appuyé dans ma décision par les commandants de tous les fronts, je déclare préférer mourir plutôt que d'abandonner mon commandement.

Un vrai fils du peuple ne déserte jamais son poste et sacrifie ce qu'il a de plus cher : sa vie. En ces terribles minutes de l'existence du pays, quand la route des deux capitales est presque ouverte à l'avance victorieuse de l'ennemi, le gouvernement provisoire, oubliant la grande question de l'indépendance de la patrie, sème parmi le peuple la crainte chimérique d'une contre-révolution qu'il provoque lui-même par son incapacité à gouverner, son indécision et sa faiblesse à affirmer son autorité.

Ce n'est pas moi, fils du peuple, qui ai consacré ma vie entière à son service, qui j'ai lutté à sauvegarder les grandes libertés et le grand avenir du peuple. Mais, maintenant, son avenir est entre des mains faibles et nonchalantes ; l'ennemi, qui par la trahison et la corruption agit dans notre pays comme chez lui, apporte avec lui la destruction non seulement de la liberté mais de l'existence même du peuple russe.

Réveillez-vous, hommes de la Russie, de votre fol engouement ! Ne marchez pas à l'abîme au bord duquel le pays est suspendu ! Dans mon désir d'éviter toute convulsion, de prévenir toute effusion de sang russe dans une guerre civile, oubliant les injures et les insultes, en face du peuple, j'en appelle au gouvernement provisoire et je lui dis : « Venez au quartier général où votre liberté est garantie par ma parole d'honneur et formée avec moi un gouvernement de défense nationale qui garantira la victoire et conduira le peuple russe à un grand avenir, digne des peuples puissants et libres. »

C'est pour avoir publié, intégralement, cette proclamation, tandis qu'elle ne donnait qu'en abrégé la proclamation de Kerensky, que la *Novoi Vremia* a été suspendue. (Radio.)

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — En Champagne, nous avons repoussé deux coups de main ennemis au nord de Prosnas. Activité assez grande des deux artilleries dans les régions du Cornillet et du mont Blond.

En Argonne, une tentative de l'ennemi sur nos petits postes vers Boureuilles a complètement échoué.

Sur la rive droite de la Meuse, après un vif combat, nous avons rejeté l'ennemi de la majeure partie des éléments de tranchée où il avait pénétré hier au nord du bois des Caurières.

Nuit calme partout ailleurs.

23 HEURES. — Actions d'artillerie assez violentes dans le secteur du moulin de Laffaux et sur la rive droite de la Meuse.

En Champagne, nous avons exécuté, avec succès, un coup de main sur les tranchées allemandes de la région du Mont Haut. Nous avons détruit un observatoire et de nombreux abris et ramené une dizaine de prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

Dans les journées des 13 et 14 septembre, quatre avions allemands ont été abattus par nos pilotes en combat aérien.

Front britannique

APRÈS-MIDI. — Nous avons légèrement amélioré, au cours de la nuit, notre position à l'est de Westhoek. Un fort détachement ennemi a attaqué hier soir le terrain conquis par nous dans la journée au nord-est de Saint-Julien. Pris sous notre barrage d'artillerie au moment où il se portait à l'attaque, il a été dispersé.

L'artillerie allemande continue à montrer une grande activité au nord de Langemark.

SOIR. — Une opération de détail a été exécutée avec succès, cet après-midi, au nord du bois d'Inverness, par un régiment de Londres, qui s'est emparé d'un point d'appui allemand, de trente-six prisonniers et de mitrailleuses, au prix de pertes très faibles.

Cet après-midi, les troupes de Durham ont effectué avec succès un coup de main sur les tranchées allemandes à l'ouest de Chérisy ; elles ont fait vingt-deux prisonniers et n'ont eu que des pertes légères.

Les Portugais ont repoussé, ce matin, un raid vers Neuve-Chapelle. Les assaillants ont laissé des morts et des prisonniers entre nos mains. Une autre tentative de coup de main ennemi au sud d'Armentières a échoué sans nous occasionner de pertes.

Le temps est demeuré nuageux dans la journée du 14. Un vent violent d'ouest rendit difficile l'observation d'artillerie et favorisa beaucoup l'ennemi dans les combats. Onze bombes ont été jetées par nous sur une gare au nord de Charleroi, et soixante-quinze sur des gares, cantonnements et camps plus rapprochés des lignes. Nos pilotes ont abattu trois appareils

LA BATAILLE EST ACHARNÉE AUTOUR DU SAN GABRIELE

L'ennemi a contre-attaqué nos positions du San Gabriele ; la contre-attaque menée en force était soutenue par une formidable artillerie. Elle s'est brisée contre la résistance héroïque de la onzième division italienne qui a maintenu la principale ligne d'occupation. Quelques petits postes avancés ont dû être abandonnés pour ne pas exposer nos troupes au feu croisé de l'ennemi. Cela ne diminue en rien notre occupation. Le San Gabriele ne pourra plus désormais servir d'observatoire permettant à la défense adverse le maximum de rendement. En vain, le commandement ennemi essaie-t-il par tous les moyens de nous repousser pour nous reprendre entièrement la possession du mont tragique. Dans la défense du San Gabriele, l'ennemi a fait bon marché des vies humaines. Boroevic a dû soumettre au commandement suprême la nécessité de sacrifier des bataillons entiers pour la défense du mont, et il a reçu l'adhésion du commandement. En effet, jusqu'à ce jour, une vingtaine de régiments autrichiens se sont brisés contre notre ligne d'occupation, et les vagues d'assaut ne semblent pas en avoir fini.

Pour nous tenir, l'Autriche n'hésite pas à sacrifier les hommes si précieux pour elle ; elle accepte le massacre de ses unités. Dans un premier mouvement, nous avons imposé à l'ennemi notre supériorité en hommes et en moyens en déracinant l'adversaire de ses organisations défensives, en le poussant à se battre en champ découvert dans des conditions d'infériorité. Nous ne pouvons maintenant à l'ennemi qui doit économiser ses hommes en lui infligeant des pertes qu'il ne pourra combler qu'avec un grave ébranlement de l'économie générale de sa lutte.

Le San Gabriele a pour l'ennemi quatre buts principaux, c'est-à-dire la défense de la plaine orientale de Gorizia, le barrage de l'entrée de la vallée Frigido, la protection du flanc droit de l'alignement autrichien sur le plateau Carsio qui s'appuie au Fiaiti et de la marge septentrionale des bois Ternova.

En substance, pendant que le Monte Santo représentait le premier rempart du système de défense déjà tombé, le San Gabriele représente le premier rempart du système qui dépend de lui et qui se trouve son pivot méridional dans l'Hermada. Cela explique la ténacité ennemie à nous résister et à nous contre-attaquer, puisqu'il s'agit pour l'Autriche non pas de la défense d'une simple position, mais de la clef stratégique de son actuelle organisation défensive. L'on prévoit donc qu'elle la défendra à outrance.

On découvre un arsenal chez un royaliste grec

ATHÈNES, 15 septembre. — La découverte dans la maison Psemadoglou d'une certaine quantité de fusils et de milliers de cartouches, en excellent état, provenant des dépôts militaires, a produit une émotion qui s'explique quand on songe aux ordres réitérés de la police demandant la livraison par les particuliers des armes cachées.

Au cours des investigations d'hier, la police découvrit sous un meuble du salon une ouverture conduisant à une cave où se trouvait l'arsenal qu'on vient de mettre au jour.

M. Psemadoglou, député de l'Attique, détenu en Corse, est propriétaire d'une grande cité sise en face de l'Université et dont la façade porte ces mots en lettres d'or : « Soyez hospitaliers avec les étrangers. »

M. Psemadoglou avait une conception particulière de l'hospitalité, puisque les armes trouvées chez lui servaient en décembre contre les Anglo-Français ; elles étaient gardées dans le but probable de resserrer dans une nouvelle occasion.

M. TURMEL VA INTERPELLER ...SUR L'AFFAIRE TURMEL

M. Turmel, député des Côtes-du-Nord, a adressé, hier soir, la lettre suivante au président de la Chambre des députés :

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous faire part de mon intention d'interpeller le gouvernement sur l'affaire dite « Affaire Turmel », avec les deux incidents de Bellegarde, hier : refus de passer pour prendre, sur place, les renseignements désirés ; retrait de mon passeport.

L. TURMEL.

En même temps, M. Turmel a adressé à M. le président du Conseil une lettre lui indiquant les raisons de son interpellation et lui demandant de lui communiquer, en temps utile et dans les formes que voudra M. Painlevé, le dossier des accusations portées contre lui avec preuves à l'appui et le nom du ou des accusateurs, de manière qu'il puisse répondre mardi et que tout soit fini ce jour-là.

Ce qu'on dit en Bretagne de l'affaire Turmel

On a expliqué les gains considérables de M. Turmel par certaines transactions que le député des Côtes-du-Nord aurait faites en Suisse pour le compte d'un riche propriétaire breton, M. Le Moigne, qui possède des biens considérables en France et à l'étranger, notamment en Suisse. M. Turmel aurait encaissé des sommes importantes en argent suisse pour le compte de M. Le Moigne et ainsi s'expliquerait la possession des billets trouvés au Palais-Bourbon.

M. Le Moigne a été interviewé par un rédacteur du *Petit Parisien* devant qui il a reconnu être l'homme le plus riche du département des Côtes-du-Nord et peut-être de toute la Bretagne.

M. Le Moigne a dit qu'il n'a jamais confié aucun mandat à M. Turmel, mais qu'il le connaît très bien, ayant eu recours à lui pour des affaires très litigieuses. Il le tient pour un homme de premier ordre, un homme de loi précieux. Mais toutes leurs relations ont eu pour objet des litiges en pays breton. M. Turmel n'a jamais eu à se rendre en Suisse pour son compte.

M. Le Moigne a déclaré n'avoir pas d'éléments pour apprécier la fortune de M. Turmel. Il sait que M. Turmel a acheté des propriétés, assez récemment, et qu'il a doté sa fille de 50.000 francs, cette année, lors de son mariage. A cette époque, il s'est étonné d'une telle libéralité. Une personne du pays, en situation d'être bien renseignée, lui a confié que M. Turmel avait passé un contrat forfaitaire avec un particulier pour la revendication de biens situés en Italie et restés en litige depuis longtemps. Avant d'accepter l'affaire, il aurait touché une commission nette de 500.000 francs. De là, le brusque changement dans sa situation.

A Guingamp, à Loudéac, dans la circonscription de M. Turmel, on déclare d'autre part :

« M. Turmel était très obéré. Il devait à tout le monde, avant son brusque changement de fortune. »

On cite un commerçant de Pontivy, M. P..., par qui il s'était fait remettre 30.000 francs pour acheter le couvent du Sacré-Cœur, à Saint-Brieuc. Le jour de l'adjudication, M. Turmel ne se présentait pas. Ce n'est que longtemps après que M. P... put se faire rembourser.

A la commission du Budget

La commission du budget a fixé à mercredi l'élection de son président, de son rapporteur général et d'un secrétaire.

Cette triple élection aura donc lieu avant la désignation des nouveaux membres de la commission.

Ce que l'on dit à l'étranger

La Gazette de l'Allemagne du Nord :

La constitution que reçoit actuellement la Pologne est un produit de la guerre ; elle peut préparer un développement ultérieur, mais on ne peut pas le fixer définitivement dans ses détails.

Ce ne sera qu'à la conclusion de la paix que se verra sous quelles formes et dans quelles conditions définitives la vie constitutionnelle des gouvernements généraux actuels trouvera une expression durable. Ce n'est qu'alors que les liens véritables des Etats entre eux, leurs relations et leur orientation trouveront en Europe de fermes fondements. Mais du manifeste du 5 novembre 1916 et du décret du 15 septembre 1917 ne pourront sortir le bonheur et la prospérité pour la Pologne que si les Polonais maintiennent d'étroites relations de bon voisinage avec les empires centraux qui, par les héroïques exploits de leurs armées, ont créé les bases de cet Etat.

LES ALLEMANDS METTENT LEURS BIJOUX A L'ABRI

L'Allgemeine Handelsblad :

Il y a en ce moment aux Pays-Bas un afflux constant de bijoux et de pierres précieuses venant d'Allemagne.

Pas un jour ne se passe sans que n'arrivent des envois de plus en plus nombreux provenant des familles allemandes les plus aisées, désireuses de vendre leurs bijoux ou de les mettre en sécurité dans les banques d'Amsterdam.

Le gouvernement néerlandais a été obligé d'engager des agents spéciaux chargés de ce trafic et d'affecter un immeuble à la conservation des dépôts.

Les sœurs de M. Lansing sont arrivées hier à Paris

C'est à neuf heures, hier soir, que le train, venant de Bordeaux et transportant Mmes Lansing, est arrivé en gare d'Orsay, avec un retard de vingt-neuf minutes sur

l'heure réglementaire. Sur le quai de la gare quelques officiers de l'armée américaine attendaient les sœurs du secrétaire d'Etat des Affaires étrangères aux Etats-Unis et les dames de la Croix-Rouge qui les accompagnaient.

Après un très court séjour à Paris, Mmes Lansing partiront pour le front, où elles vont créer des œuvres de guerre en faveur des soldats français.

L'ARRIVÉE DES SŒURS DE M. LANSING A LA GARE D'ORSAY, HIER, A 9 HEURES DU SOIR (Les deux sœurs du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères se trouvent à droite, sur notre photographie)

Pas de gibier le lundi ni le mardi

On nous communique la note suivante :

Les restaurateurs parisiens avaient demandé au ministre du Ravitaillement, à l'occasion de l'ouverture de la chasse, de revenir pour le gibier sur l'interdiction de vente de la viande le lundi et mardi.

Cette question, posée il y a une quinzaine de jours, avait été résolue par la négative par M. Maurice Viollette.

M. Maurice Long a maintenu la décision de son prédécesseur.

Les instructions du capitaine Bouchardon

Le capitaine rapporteur Bouchardon a entendu, hier matin, un sous-officier d'état-major qui serait l'un des principaux témoins dans l'affaire du *Bonnet Rouge*. Cette audition a duré trois longues heures.

Dans l'après-midi, l'expert Doyen est venu conférer avec le capitaine Bouchardon qui l'a chargé d'examiner un très grand nombre de documents relatifs aux opérations financières de Bolo pacha, documents mis à la disposition du magistrat par Bolo pacha.

Bons de la Défense Nationale

Tout Français a, dans les circonstances actuelles, le devoir absolu d'économiser et de mettre ses économies au service de la Nation. Les Bons de la Défense nationale lui en donnent le moyen ; ils n'immobilisent les capitaux engagés que pour peu de temps et rapportent un intérêt très avantageux.

Voici à quel prix on peut les obtenir :

PRIX NET DES BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE (INTÉRÊT DÉDUIT)

MONTANT DES BONS

SOMME A PAYER POUR AVOIR UN BON REMBOURSABLE DANS

3 MOIS 6 MOIS 1 AN

400 99 » 97 50 95 »

500 495 » 487 50 475 »

1.000 990 » 975 50 950 »

10.000 9.900 » 9.750 » 9.500 »

50.000 49.500 » 48.750 » 47.500 »

100.000 99.000 » 97.500 » 95.000 »

On trouve les Bons de la Défense nationale partout : agents du Trésor, percepteurs, bureaux de poste, agents de change, banque de France et ses succursales, sociétés de crédit et leurs succursales, dans toutes les banques et chez les notaires.

Histoires héroïques
de mon ami JeanPAR
ABEL HERMANT

XII. — L'amour-passion

— Je n'ai jamais aimé avec cette passion ! soupire à partie mon ami Jean, chaque fois que Marie-Louise venait lui prodiguer les soins, fort simples, que réclamait sa « fatigue générale ».

Cette remarque était d'autant plus juste que mon ami Jean aimait pour la première fois... Peut-être avait-il des souvenirs d'une existence antérieure ?

Son amour, né en coup de foudre, n'eut d'abord, selon l'usage, aucune raison d'être, sinon la grâce de la jeune infirmière ; mais l'imagination de Jean et sa prompte sensibilité y ajoutèrent peu à peu, ou plutôt très vite, d'autres raisons de surcroît. C'est ce que les experts appellent *crystallisation*. Jean ignorait ce mot et « cristallisait » sans le savoir.

Il ignorait absolument tout ! Il faisait à chaque minute de merveilleuses découvertes dans son cœur, et il goûtait cet enchantement autant que le peut permettre une « fatigue générale » ; mais déjà il était beaucoup moins fatigué ; il n'avait pas si grand'hâte de ne l'être plus du tout.

« Comme elle doit me mépriser ! » s'était dit Jean, lorsque, jetant la vue sur la pancarte que lui présentait Marie-Louise, il avait connu le caractère médiocre, peu militaire, presque ridicule, de son indisposition. Mais, à la longue (en moins d'une heure), il s'était accoutumé à l'idée de ce tendre mépris. Il y apercevait je ne sais quoi de si délicieux qu'il n'aurait pas voulu pour tout l'or du monde que Marie-Louise ne le méprisât point. Et comme elle ne lui témoignait en aucune manière ce sentiment, soit qu'elle ne l'éprouvât point, en effet, ou qu'elle le dissimulât, Jean, qui, en pénétrant dans les chemins de l'amour, s'était engagé dans ceux de la contradiction, lui avait un gré infini ou de ne le mépriser pas ou de feindre. Il ressentait en même temps une grande fierté, une fierté d'homme, et (quand elle ne le regardait pas) il prenait des airs vainqueurs.

Quelle sottise de prétendre que l'amour a un bandeau sur les yeux ! Il donne de l'esprit à ceux qui désespéraient d'en avoir, et plus encore à ceux qui en ont beaucoup. Mon ami Jean est du nombre. Il observe une chose qui le flatte doublement ; car elle est flatteuse par elle-même, et un moins malin que lui ne l'aurait pas si tôt avisée : depuis peut-être deux ans que la jeune fille soignée, comme une humble servante au grand cœur, des hommes blessés ou malades, elle a perdu la timidité de son âge ; elle la recouvre dès qu'elle vient au chevet de Jean.

Il voit bien la différence. Auger (Firmen), le vieux territorial, ne se gêne pas avec Marie-Louise, et quand elle lui rend quelque petit service, elle ne semble point gênée. Elle plaisante avec Auger (Firmen), elle ose à peine adresser la parole à Jean, et si elle doit seulement lui tâter le pouls, quelle affaire !

Qu'est-ce donc que cela signifie ? Mon ami Jean serait empêché de le dire, mais il a une façon d'en sourire qui ferait croire qu'il s'en doute. Ce ne peut être, en tout cas, un mauvais signe. Il est le plus fort, puisqu'on a peur de lui. Il est aussi le plus faible, en raison de sa « fatigue générale ». Être à la fois le plus faible et le plus fort, n'est-ce pas une autre façon de dire que l'on aime et que l'on est aimé ?

D'ailleurs, Jean suit un tel régime qu'il n'en a plus pour longtemps à être le plus faible, au sens médical du mot.

— Il faut, a dit M. le major, me suralimenter ce gamin-là.

Personne ne s'entend mieux que Marie-Louise à suralimenter un jeune malade qui l'intéresse.

Peut-être même exagère-t-elle un peu. Elle bouderait Jean s'il dévorait moins de deux côtelettes à chaque repas. Il force son appétit pour lui plaire, et il en mange trois. Il ne refuse pas non plus les friandises qu'elle ajoute à l'ordinaire, de ses deniers. Il est gourmand, caressant et enfant gâté. Il ne peut se défendre de rire, quand il se souvient que, le jour de son arrivée au corps, il grondait d'un ton farouche : « On ne va pas nous mettre dans du coton ? » Le voilà, le coton, le voilà bien ! Mais on souffre d'une Marie-Louise ce qu'on rougirait d'accepter des sous-officiers et des caporaux.

Jean est tellement fier d'avoir une grande passion qu'il n'en peut garder le secret. Il dit tout à son camarade de chambre, Auger (Firmen), qui ne tire pas à conséquence. Il lui dit tout, mais en très peu de mots, et l'argot lui semble de rigueur, afin que la confiance ne soit pas d'un style trop romantique.

— Mon vieux, fait-il en poussant un profond soupir, tu parles que je suis chipé !

— J'comprends ! répond Auger, sans plus.

Ce dialogue écourté ne suffit pas à Jean, qui est bien aise de recevoir, sur ces entrefaites, la bonne visite de Marcel, son poteau. Avec un ami tel que celui-là, il va enfin pouvoir s'épancher !

Auger (Firmen), qui a l'instinct de la discrétion, voudrait bien leur quitter la place ; mais aujourd'hui, par un fatal caprice, il est demeuré au lit. Qu'à cela ne

LA POUDRE LOUIS LEGRAS SOULAGE DE SUITE ET GUÉRIT L'ASTHME. RESULTATS MERVEILLEUX. 2 fr. 20 (impôt compr.). PH^{MA}.

SAVON DENTIFRICE VIGIER
Le meilleur Antiseptique. 31, Place de la Bourse, 31, Bonne-Nouvelle, Paris

LES COURS

— Désirant consacrer définitivement le nom de « Windsor » que porteront désormais les membres de la famille royale d'Angleterre, L.L. MM. le roi et la reine ont fait don de leurs portraits officiels à la galerie de Windsor, qui contient ceux de tous les souverains de la Grande-Bretagne.

CORPS DIPLOMATIQUE

— A l'occasion de l'anniversaire de l'Indépendance du Mexique, la légation du Mexique sera ouverte à ses amis de 10 heures à midi.

INFORMATIONS

— Lord Basil Blackwood, lieutenant aux grenadiers de la garde, était porté comme disparu depuis le 3 juillet dernier. La nouvelle de sa mort a été annoncée officiellement. Lord Blackwood, âgé de quarante-six ans, était le troisième fils du marquis de Dufferin et Ava.

— On annonce, de Pékin, la mort de la femme du président de la République, Li-Yuen-Hung.

BIENFAISANCE

— Une grande fête de bienfaisance sera donnée mardi, 23 septembre, à 3 heures très précises, au château de Versailles, dans le magnifique salon d'Hercule, avec l'autorisation toute spéciale de M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts.

Dans ce cadre admirable, cette matinée, dont on parle déjà beaucoup, sera exceptionnellement brillante. Des personnalités artistiques et mondaines réputées prêteront leur concours.

Nous donnerons prochainement le programme de cette belle manifestation de charité et d'art.

Pour le moment, contentons-nous de dire que le produit de cette matinée sera partagé entre deux œuvres également intéressantes : le *Bon Gîte* (présidente : la marquise de Ganay) ; le *Soldat blessé ou malade* (présidente : Mme Paul Dupuy).

Billets à 20, 10 et 5 francs. A Versailles : à l'hôtel des Réservoirs et au Trianon-Palace. A Paris : chez Durand, place de la Madeleine, à l'hôtel Crillon et à l'hôtel Ritz.

NAISSANCES

— Lady Kenyon, femme de lord Kenyon, a donné le jour, à Londres, à un fils et une fille.

MARIAGES

— En l'église Saint-Sulpice a été béni le mariage de Mlle Andrée Bilouët, fille du médecin principal, officier de la Légion d'honneur, et de Mme Bilouët, avec le capitaine adjudant-major Courtour, du 413^e régiment d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, fils du général de division du cadre de réserve, commandeur de la Légion d'honneur, et de Mme Courtour, décédée.

— Le général marquis de Buyer vient d'épouser à Vitrimont, petit village en ruines situé près de Lunéville, miss Daisy Polk, charmante et gracieuse Américaine venue dans cette région dévastée pour y soigner nos blessés.

Le mariage civil eut lieu à la mairie installée dans une baraque provisoire. La messe fut chantée et jouée par miss Ethel Mary Crocker, Mlle Guérin et Keller, et par Mlle Marie-Louise des Garets, infirmière-major d'un hôpital d'évacuation sur le front et directrice du dispensaire de Vitrimont.

Etaient présents à cette cérémonie : Le préfet de Meurthe-et-Moselle, Mme et Mlle Mirman ; M. Longeron, sous-préfet de Lunéville ; le comte Pierre de Buyer, le baron du Bail, Mme et Mlle de La Boullinière, M. et Mlle Guérin, M. Keller, maire de Lunéville ; la marquise d'Eyragues, le colonel et Mme de Morgue, le colonel et Mme du Camper, etc.

— Nous apprenons le prochain mariage de M. Georges Le Marchand, automobiliste au front, fils de M. R. Le Marchand et de Mme, née de Fayet, avec Mlle Henriette d'Iray, fille du capitaine vicomte d'Iray et de la vicomtesse, née de Joigny.

DEUILS

— Les obsèques du marquis de Richeteau ont été célébrées en l'église Sainte-Thérèse, à Angers.

Le deuil était conduit par le comte et la comtesse Bernard du Breil, le capitaine et Mme Malcor, le capitaine et Mme Joseph du Soos, le lieutenant et Mme Henry du Soos, le comte et la comtesse G. de La Morinière, le vicomte et la vicomtesse Stany de La Morinière, M. de La Boissière, M. et Mme Déan de Saint-Martin.

Nous apprenons la mort : Du sous-lieutenant baron Charles Kerwyn de Lettenhove, tué glorieusement dans un combat aérien, âgé de vingt-cinq ans, décoré de la croix militaire belge et de la croix militaire française, fils de l'ancien secrétaire de la légation de Belgique à Paris, et petit-fils de l'ancien ministre du roi des Belges, l'historien bien connu ;

De Mgr Berteaux, archiprêtre doyen de Saint-Martin, à Roubaix, décédé à l'âge de quatre-vingt-quinze ans en cette ville ; il était assisté à ses derniers moments par Mgr Charost, évêque de Lille ;

De M. Pierre de Cadolle, fils du commandant et de la marquise de Cadolle, décédé à Montpellier à l'âge de trois ans.

FORCE SANTÉ
rapidement obtenues



par l'emploi du
VIN DE VIAL
Son heureuse composition
**Quina, Viande
Lacto-Phosphate de Chaux**
en fait le plus puissant
des fortifiants.
Convient aux Convalescents, Vieillards,
Femmes, Enfants et toutes personnes
débiles et délicates.
DANS TOUTES PHARMACIES

Les journaux anglais nous ont annoncé, il y a peu de jours, que E. D. Morel avait été arrêté et condamné à Londres à six mois de prison sous l'inculpation d'avoir envoyé à l'étranger des brochures nuisibles aux intérêts de la défense nationale.

Cette nouvelle ne m'étonne que médiocrement. Il y a longtemps — près de dix-huit mois après les accusations formelles du journal le *New Witness* — que l'événement était à prévoir. Mais je l'attendais avec une douloureuse inquiétude.

J'ai mené avec E. D. Morel, il y a une dizaine d'années, moi en France, lui en Angleterre, une vigoureuse campagne contre les crimes abominables dont le Congo belge était alors le théâtre et qui, malheureusement, eurent leur contre-coup dans notre Congo français. Ils étaient le résultat, non de faiblesses individuelles, mais d'un système administratif et commercial radicalement détestable. Une commission internationale fut désignée, qui constata que nos dires étaient rigoureusement exacts. Ce fut à la suite de cette enquête, impartialement menée, que le roi Léopold, alors souverain absolu du Congo belge, dut abdiquer cette « propriété » entre les mains de la Belgique. Des hommes d'une absolue réputation d'incorruptibilité, tels que le socialiste Vandervelde, en France Gabriel Séailles et Félicien Challaye, bien d'autres, avaient mené cette bataille avec nous.

Je crois pouvoir garantir que les mobiles qui faisaient agir Morel étaient alors aussi désintéressés, aussi généreux, aussi probes que les nôtres. Nous avons mené cette campagne-là sans un sou, alors que nos adversaires jetaient l'argent par les fenêtres. Ce n'est qu'ensuite, par des degrés que j'ai suivis, que j'ai vu E. D. Morel évoluer.

Il a évolué nettement dans le sens d'une méfiance profonde contre l'entente franco-anglaise. Lors de l'affaire d'Agadir, tous ses anciens amis et alliés de France durent rompre avec lui. Le *Courrier Européen* le fit publiquement, par la plume de M. Paix-Séailles, qui, alors, dénonça la nouvelle position que prenait Morel dans plusieurs articles aussi clairs qu'énergiques. Je cessai moi-même tout rapport avec lui.

Que s'était-il passé ? Un singulier motif a été pour beaucoup dans le changement d'attitude de Morel, qui, depuis une dizaine d'années, était devenu nettement germanophile. Fils d'un père français ayant épousé une mère anglaise, rien dans ses origines ne devait le mener sur cette voie. Mais, au cours de sa campagne congolaise, il avait trouvé en Angleterre son principal appui dans des sectes protestantes méthodistes dont tous les théologiens avaient fait leurs études en Allemagne. Il subit profondément l'influence de ceux-ci, qui le germanisèrent sous couleur de le convertir à un pacifisme radical, auquel, par ses tendances mystiques, il était déjà prédisposé.

Je souhaitais vivement que E. D. Morel se lavât de l'imputation qui pesait sur lui ; mais un doute cruel me restait à cet égard. Il y a plus d'un an et demi, comme je le disais tout à l'heure, le journal *New Witness* l'a, sans détour, accusé d'entretenir avec l'Allemagne des relations que l'état de guerre rendait coupables. Pour qui connaît la rigueur des lois et des jurys anglais contre les accusateurs, quand ils ne peuvent faire la preuve absolue de leurs imputations, le silence d'E. D. Morel, qui n'a pas poursuivi le *New Witness*, est réellement angoissant.

Pierre MILLE.

La chasse est ouverte

Pendant la journée d'hier, les gares parisiennes ont présenté un aspect inaccoutumé. On se serait cru revenu aux premiers jours de la guerre.

C'était, en effet, la mobilisation des fervents de saint Hubert. A Saint-Lazare, à Montparnasse, aux Invalides, à Austerlitz, à Orsay, à certaines heures, les halls étaient envahis par le flot des chasseurs. Que d'écueils se préparaient pour aujourd'hui !

On sait que les soldats permissionnaires

du front ont le droit de chasser sans permis. Aussi abondaient-ils, ayant momentanément échangé le lebel et la musette contre le fusil de chasse et la gibecière.

Ils avaient toutefois conservé le bidon. A la chasse comme dans les tranchées, le pinard n'est pas négligeable.

— Cela va vous changer de tirer des lapins, disions-nous à l'un d'eux.

— Bah ! nous répondit-il en riant, on sera poilu contre poilu.

Et il ajouta :

— Ça va barder !

La médaille d'identité

Tout comme nos combattants, les soldats américains ont leur plaque d'identité. Mais au lieu de l'avoir au poignet, Sammy la porte au cou comme une médaille. Elle



LA MÉDAILLE AMÉRICAINE

mentionne son nom, son grade, le numéro de son régiment, de sa compagnie et l'indication de son corps.

Notre photographie montre précisément un de nos alliés muni de la médaille d'identité qu'on vient de lui remettre. L'expression de sa physionomie dénote aussi sa résolution : comme son camarade français, il sait pourquoi il se bat, et il est bien décidé à « les avoir ».

Oubli à réparer

La tombe d'Emile Verhaeren, dans le petit cimetière d'Adinkerke, est dans un état de pitoyable abandon.

Les couronnes se sont fanées et nulle main pieuse n'apporte de nouvelles fleurs. Les chardons de la dune envahissent peu à peu la pierre sur laquelle le nom d'Emile Verhaeren est presque effacé.

Avant appris l'oubli où est laissé ce tombeau, plusieurs amis du grand poète viennent de faire entendre, par la voix du poète Maurice Gauchez, une émouvante protestation à laquelle nous nous associons de tout cœur.

Espérons que bientôt, en dépit des heures sombres de la guerre, la tombe d'Emile Verhaeren va refleurir.

La sanction efficace

Il existe dans la législation anglaise une vieille loi de Charles II sur les accidents causés par les cavaliers et les voitures. Elle prévoit que lorsqu'une voiture ou un cheval monté aura écrasé un piéton par imprudence, négligence ou excès de vitesse, le magistrat pourra ordonner la confiscation de la voiture et des chevaux.

Le croirait-on ? Un juge de cour de police dans le Warwickshire vient d'exhumer cette loi et de l'appliquer à trois propriétaires d'automobiles qui, ayant déjà été condamnés pour excès de vitesse et accidents, comparaissaient devant lui pour des faits identiques.

Trois voitures, valant l'une 13.500 francs, l'autre 15.000, la troisième 22.500, ont ainsi été saisies. Dans le Royaume-Uni, c'est un concert d'approbations. On est convaincu que, ne pouvant plus compter sur leurs contrats d'assurances pour indemniser les écrasés, la propriété même de leur voiture étant maintenant en jeu, les automobilistes vont devenir prudents.

Qui sait si, l'exemple aidant, il ne se trou-

vera pas chez nous un législateur pour proposer une loi semblable ?

La bonne raison

C'est la *Bourquignotte* qui nous l'apprend. Dans certains régiments qui ont « touché » des mulets en place de chevaux, la bonne harmonie ne règne pas précisément entre les conducteurs et leurs animaux. Ces derniers sont rétifs et on a fort à faire pour en venir à bout.

Notre confrère du front croit avoir trouvé la raison de cette indocilité. Etant étrangers pour la plupart, nous dit-il, les mulets ne comprennent pas un mot de ce que leur dit leur conducteur.

« Pour remédier à cet état de choses, ajoute-t-il avec humour, deux solutions ont été envisagées :

« Ou bien établir des cours de langues vivantes pour les conducteurs.

« Ou bien des cours de langue française pour les mulets.

« Jusqu'à présent aucune solution n'a prévalu : muletiers et mulets continuent à tirer chacun de leur côté. »

L'outlawed

Encore une loi anglaise. Chez nos alliés, lorsqu'un accusé comparait devant la justice dans des conditions telles que le ou les délits commis tombent difficilement sous le coup de la loi tout en étant indiscutables — il y a aussi chez nous, dans les affaires et la finance, des gens qui excellent à manoeuvrer en marge du Code — le juge peut le déclarer « outlawed ».

C'est une peine peu banale. Pas un jour de prison, pas un farthing d'amende ! L'accusé retrouve la liberté avec la jouissance de la fortune mal acquise. Mais, désormais, il sera hors la loi !

Jusqu'à sa mort, il ne pourra plus voter ni siéger dans un tribunal de famille, ni faire partie du jury, ni obtenir un permis de chasse, ni être entendu comme témoin en justice, ni intenter un procès, ni se défendre dans un procès qu'on lui intenterait.

S'il est célibataire, il ne peut plus se marier, aucun clerc n'osera lui prêter son nom pour recevoir sa déclaration ou célébrer son union.

S'il est marié, sa femme peut l'abandonner, l'exploiter ou le maltraiter à son gré ; il n'a pas le droit de plaider en divorce. Ses fournisseurs peuvent le voler en toute impunité car aucun officier ou magistrat ne recevrait sa plainte.

L'outlawed ne peut même liquider ses biens et s'expatrier, les officiers ministériels lui refusant leur concours. Que deviendrait-il ?

Ces vieilles pratiques n'ont-elles pas du bon ?

Érudition...

L'*Epicurien Française*, organe de l'honorable corporation des détaillants de l'alimentation, publie ces pensées profondes :

« Ne fléchissez pas le genou devant la fortune. (V. COUSIN.) »

« Plus les illusions sont flatteuses, plus leur destruction est piquante. (Mme DE STAEL.) »

« Les plus grandes réputations ne sont pas toujours les mieux fondées. (SAINT-REAL.) »

« Les idées sont des fonds qui ne portent intérêt qu'entre les mains du talent. (RIVAROL.) »

« Quand on est jeune, on a trop de forces pour ses affaires, et, quand on vieillit, trop d'affaires pour ses forces. (P. BOURGET.) »

« La méditation est plus utile que l'étude ; j'aime mieux forger mon âme que la meubler. (MONTAIGNE.) »

Victor Cousin, Rivarol et Montaigne ! Qui donc prétendait qu'il y avait chez nous une crise de la culture classique ?

LE PONT DES ARTS

Le bruit court que nous allons avoir une nouvelle édition complète des œuvres d'Alphonse Daudet. Ce qui prouve qu'elles n'ont point vieilli. Et c'est Mme Alphonse Daudet elle-même qui en composera la préface.

M. le docteur Duwez (en littérature Max Deauville), médecin adjoint du service de santé de l'armée belge, a été le témoin quotidien de la grande lutte des Flandres. Il va publier ses souvenirs et ses sensations. C'est un document pathétique.

LE VEILLEUR.

LA "REMPLAÇANTE"

par Albert Guillaume.



— Vous rentrez déjà ?

— Faut bien... Maintenant c'est moi qui fournis le lait pour le thé de cinq heures.

Ayuntamiento de Madrid

MURATTI RÉCLAMEZ dans TOUS les DÉBITS
"ARISTON" de luxe ou gold
"YOUNG LADIES"
"AFTER LUNCH"
"BOUQUETS" carton ou liège
MURATTI Sons & Co. Ltd. - MANCHESTER

EXCELSIOR

RÉCLAMEZ ÉGALEMENT
LA NOUVELLE CIGARETTE
"CLASSIC"
en tabac de Virginie - 0.80 la boîte de 10
MURATTI Sons & Co. Ltd. - MANCHESTER

RETOUR DE BELLEGARDE. — L'ARRIVÉE DE M. TURMEL A LA GARE DE LYON

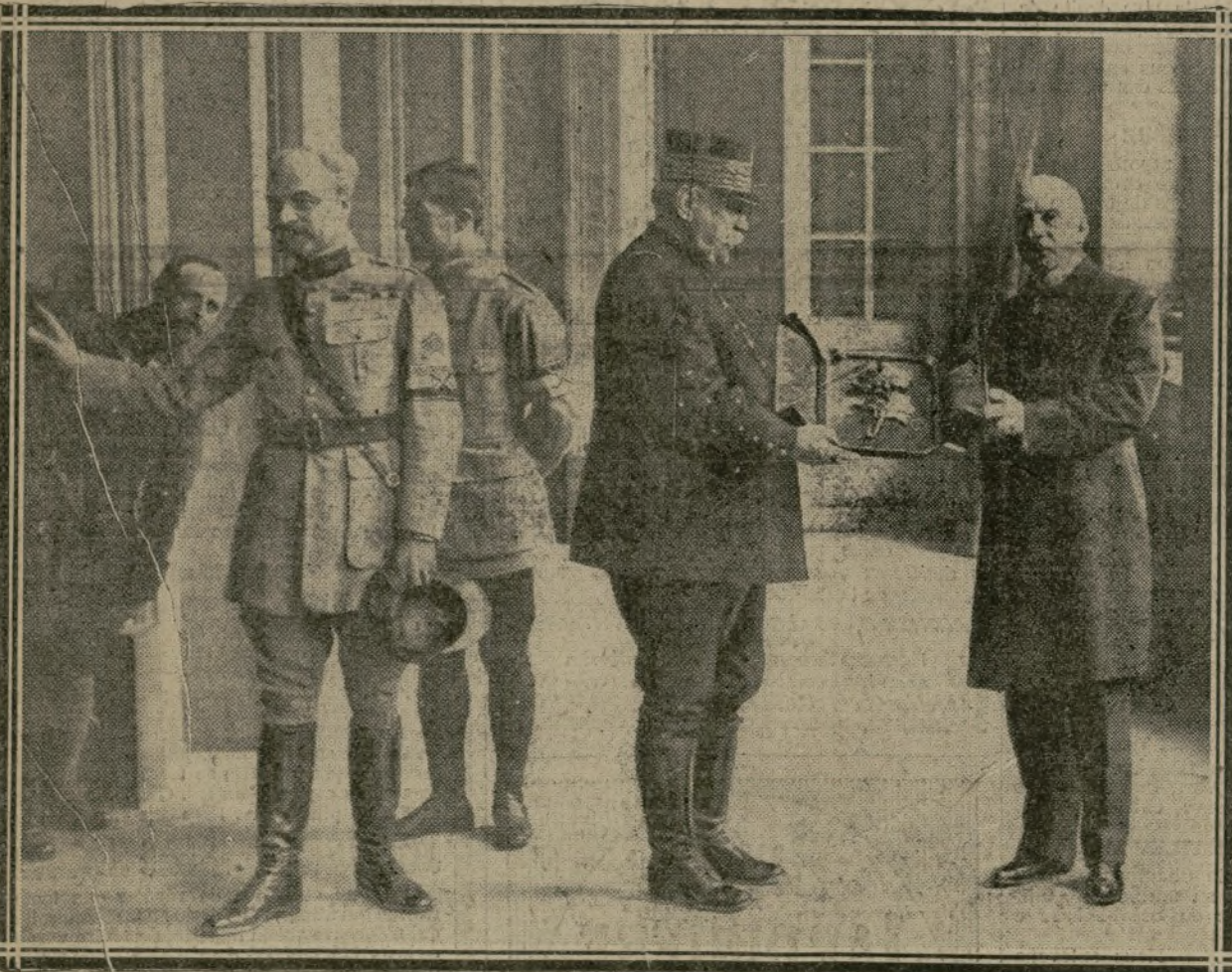


M. TURMEL POURSUIVI PAR LES JOURNALISTES Dans une lettre que nous avons insérée, M. Turmel annonçait qu'il allait partir pour la Suisse afin de prendre sur place les justifications qu'il s'était engagé à fournir. Le député de Guingamp prit donc le train à destination de Genève. Vendredi, vers sept heures du

M. TURMEL REJOINT PAR LES JOURNALISTES matin, il arrivait à Bellegarde, mais il ne put aller plus loin, son passeport n'ayant pas été visé. Dès lors, M. Turmel résolut de rentrer à Paris et, hier matin, il débarquait à la gare de Lyon, poursuivi par les reporters auxquels il échappa à grand-peine.

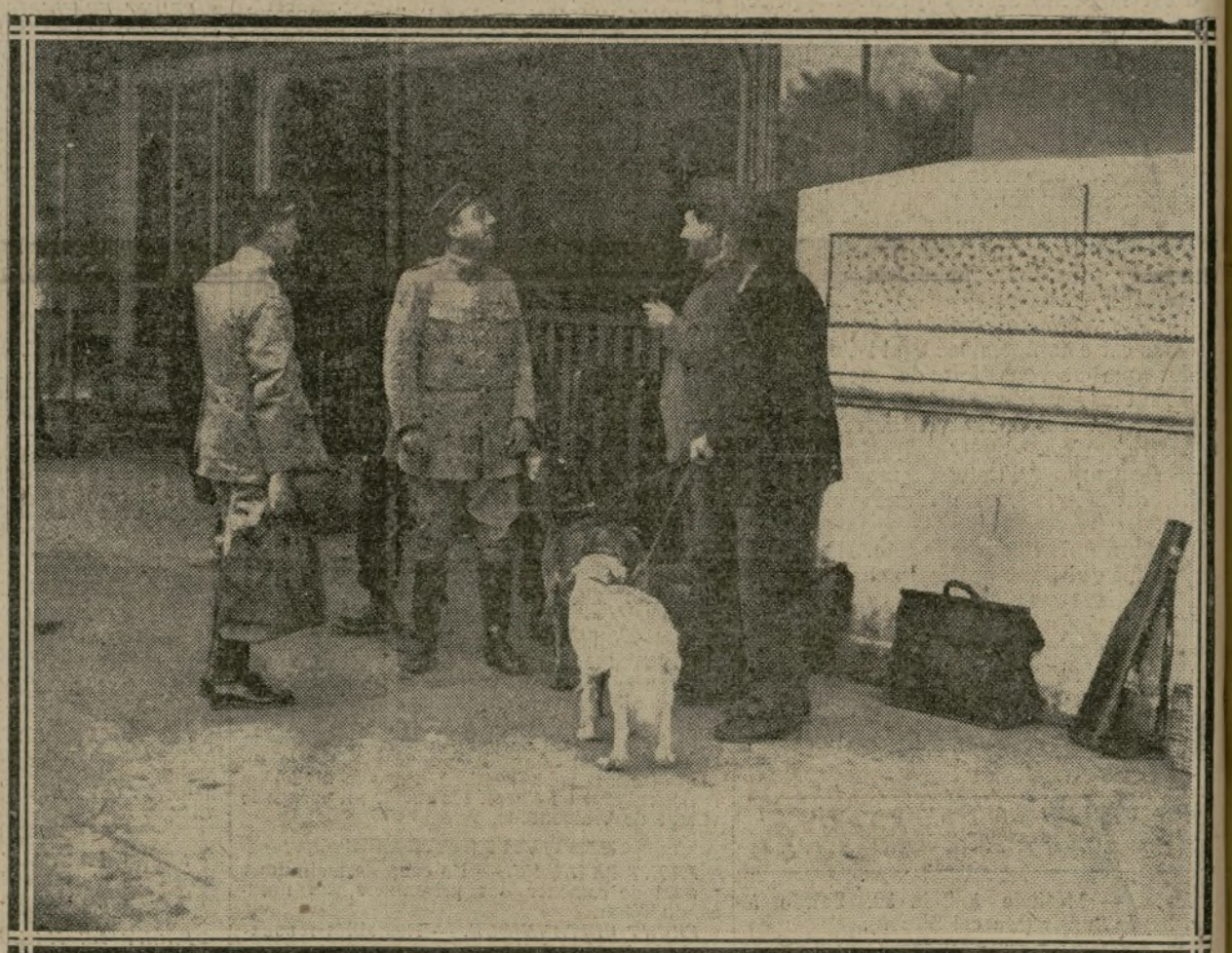
M. TURMEL ECHAPPANT AUX JOURNALISTES

UN HOMMAGE DES ÉTATS-UNIS AU MARÉCHAL JOFFRE



M. SHARP REMET UNE PALME D'OR AU VAINQUEUR DE LA MARNE
Hier matin, à l'Ecole militaire, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Sharp, a remis au maréchal Joffre, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne, une palme de feuilles de chêne d'or offerte par le comité « Joffre Tribute » et les habitants de New-York.

AUJOURD'HUI A LIEU LA RÉOUVERTURE DE LA CHASSE



CE QU'ON N'AVAIT PAS VU DEPUIS LE MOIS DE SEPTEMBRE 1913
C'est aujourd'hui qu'a lieu la réouverture de la chasse. Hier donc sont partis pour la campagne civils munis de permis et soldats munis de permissions. Lundi et mardi, il sera interdit de vendre du gibier; souhaitons qu'on en mange à beaucoup de tables!

JUBOL

seule médication rationnelle de l'intestin

COMMUNICATIONS :
A l'Académie de Médecine (21 décembre 1907).
A l'Académie des Sciences (28 juin 1909).

Constipation Entérite

La mer fournit l'agar-agar, cette algue marine qui entre dans la composition du Jubol.

L'OPINION MÉDICALE :
« Si nos ancêtres avaient pu, en avalant chaque soir quelques comprimés de Jubol, rendre à leur intestin paresseux par l'abus des drogues et des lavements son élasticité et sa souplesse, s'ils avaient eu à leur service la ressource de la réduction intestinale si admirablement réalisée par le Jubol, peut-être l'histoire du clystère compterait-elle à son actif moins d'heures illustres. En revanche, l'humanité eût dénombré moins de souffrances dont les apothicaires, au lieu que les malades, se firent, à toutes les époques, les inconscients artisans »
Dr BREMOND, de la Faculté de Médecine de Montpellier.

Toutes pharmacies et aux Etablissements Chatelain, 2, rue de Valenciennes, Paris. La boîte, fco, 5 fr. 20; les 4 boîtes, fco, 20 fr.

GYRALDOSE

Exigez la forme nouvelle en comprimés très rationnelle et très pratique.

Pour les soins intimes

Préparée dans les laboratoires de l'UNODONAL et présentant les mêmes garanties scientifiques.

— Que Madame se console. Avec cette boîte de Gyraldose ses malaises seront vite dissipés.

L'OPINION MÉDICALE :
Nos conclusions, basées sur les nombreuses observations qu'il nous a été permis de faire avec la Gyraldose, font que nous conseillons toujours son emploi dans les nombreuses affections de la femme, tout spécialement dans la leucorrhée, le prurit vulvaire, l'urétrite, la métrite, la salpingite, et en toutes les circonstances lorsque la médecine voudra faire l'asepsie complète. Il devra se rappeler l'adage bien connu : « La santé générale de la femme est faite de son hygiène intime. »
Dr HENRI RAJAT.
Docteur en sciences de l'Université de Lyon, Chef du Laboratoire des Hôpitaux civils. Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène de Vichy.

FUMEURS !

DEMANDEZ PARTOUT !

Les Pipes "MAJESTIC" "LA SAVOYARDE" "GLOIRE DE VERDON"
FUME CIGARETTES Marque E.P.C. en Ivoire, Ebène, Iris, Corne, Ambroïse, "Merisier de France"
BIAGUES À TABAC "L'ALSACIENNE" PAPIER À CIGARETTES "BLOC LOUIS" vente 10^e le cahier
Vente en Gros : E. PANDEVANT, 29 Avenue du Marché, CHARENTON (Seine)

AU PRINTEMPS

Lundi 17 Septembre et jours suivants

TAPIS AMEUBLEMENT BLANC

Articles pour Écoliers